



**Arrêté préfectoral DCL/BEICEP n° 2026-141 du 14 avril 2026 mettant en demeure la société ATELIERS ET&S de respecter les points 4.3 et 6.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 juin 2004 ainsi que l'article 10.2 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 et l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 pour l'atelier qu'elle exploite au 19, rue Lavoisier à Nanterre.**

**Le préfet des Hauts-de-Seine,**

**Vu** le code de l'environnement, parties législative et réglementaire, et notamment ses articles L171-8 et L.511-1,

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

**Vu** le décret du 15 avril 2022 portant nomination de monsieur Pascal GAUCI en qualité de sous-préfet de Nanterre, secrétaire général des Hauts-de-Seine,

**Vu** le décret du 31 octobre 2024 portant nomination de monsieur Alexandre BRUGERE en qualité de préfet des Hauts-de-Seine,

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 juin 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2930 relative aux ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie,

**Vu** l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples (NOR : TREP1723392A),

**Vu** l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 1978 (installations et activités utilisant des solvants organiques) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (NOR : TREP1935133A),

**Vu** l'arrêté préfectoral SGAD n° 2026-05 du 28 janvier 2026 portant délégation de signature à Monsieur Pascal GAUCI, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

**Vu** la visite réalisée par l'inspection des installations classées le 12 février 2026 dans l'établissement de la société ATELIERS ET&S situé 19, rue Lavoisier à Nanterre,

**Vu** le rapport du service risques et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Ile-de-France, en date du 5 mars 2026, constatant, à la suite de la visite précitée, le non respect :

- des points 4.3 et 6.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 juin 2004 précité, respectivement relatifs à la localisation des risques et à la surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée,
- de l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité, relatif au dossier d'exploitation,
- de l'article 10.2 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 précité, relatif à la surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée par une installation équipée d'un oxydateur,

**Vu** le même rapport du 5 mars 2026 proposant au préfet de mettre en demeure la société ATELIERS ET&S de respecter les dispositions réglementaires précitées,

**Vu** le courrier en date du 5 mars 2026 du service risques et installations classées de Paris et des Hauts-de-Seine de la DRIEAT d'Ile-de-France, transmettant à l'exploitant le rapport du même jour et l'informant de la possibilité de formuler des observations dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier,

**Vu** l'absence d'observation de la part de l'exploitant dans le délai octroyé,

**Considérant** que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 12 février 2026 précitée, qu'en méconnaissance du point 4.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 juin 2004, la société ATELIERS ET&S ne disposait ni des indications sur les risques dans les parties concernées de son installation ni d'un plan général de ses ateliers et lieux de stockage signalant les différentes zones de danger correspondant aux risques de son installation,

**Considérant** que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 12 février 2026 précitée, qu'en méconnaissance du point 6.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 juin 2004 précité, la société ATELIERS ET&S :

- n'a pas fait réaliser, en tant qu'utilisatrice d'oxydateurs thermiques, les mesures des émissions atmosphériques de certains polluants au niveau des rejets des cabines de peinture et des zones de préparation des voitures,
- n'a pas mis en place un plan de gestion annuelle de ses solvants alors qu'elle utilise plus d'une tonne de solvants par an,

**Considérant** que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 12 février 2026 précitée, qu'en méconnaissance de l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité, la société ATELIERS ET&S n'était pas en mesure de lui présenter une liste tenue à jour de ses appareils à pression,

**Considérant** que l'inspection des installations classées a constaté, lors de sa visite du 12 février 2026 précitée, qu'en méconnaissance de l'article 10.2 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 précité, la société ATELIERS ET&S n'a pas fait mesurer au moins une fois par an les rejets atmosphériques de son installation relevant de la rubrique 1978 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

**Considérant** que le non respect de ces dispositions constitue des non-conformités notables,

**Considérant** qu'il est nécessaire de protéger les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

**Sur proposition** de monsieur le secrétaire général,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

La société ATELIERS ET&S, représentée par son directeur, pour son établissement situé 19, rue Lavoisier à Nanterre, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de trois mois à compter de sa notification**, les dispositions des articles 2, 3, 4 et 5 du présent arrêté.

### **ARTICLE 2 :**

La société ATELIERS ET&S est mise en demeure de respecter les dispositions du point 4.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 juin 2004.

Elle doit prendre les mesures nécessaires afin que le plan général des ateliers et des lieux de stockage signale les différentes zones de danger correspondant aux risques de son installation, et que les risques dans les parties concernées de son installation soient identifiés et signalés.



### **ARTICLE 3 :**

La société ATELIERS ET&S est mise en demeure de respecter les dispositions du point 6.3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 juin 2004 précité.

Elle doit prendre les mesures afin d'établir :

- un nouveau rapport d'analyses des rejets atmosphériques de son installation intégrant les oxydes d'azote, le monoxyde de carbone et le méthane,
- un plan de gestion des solvants daté de 2026 concernant sa consommation de solvants en 2025.

### **ARTICLE 4 :**

La société ATELIERS ET&S est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 6.III de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 précité.

Elle doit prendre les mesures permettant de justifier que la liste de ses récipients, générateurs de vapeur et tuyauteries soumis aux dispositions de cet arrêté, équipements ou installations au chômage y compris, est tenue à jour.

Cette liste devra être établie d'après le modèle remis par l'inspection des installations classées et elle devra être actualisée par les deux équipements de recharge de climatisation dans le cas où ils sont soumis aux dispositions de cet arrêté.

### **ARTICLE 5 :**

La société ATELIERS ET&S est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 10.2 de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 précité.

Elle doit mettre en place une mesure du débit et de la concentration des polluants rejetés par son installation selon les méthodes normalisées en vigueur, au moins une fois par an, en marche continue et stable.

### **ARTICLE 6 :**

En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté dans le délai imposé, et indépendamment des poursuites pénales éventuellement engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les articles L171-8 et suivants du code de l'environnement.

### **ARTICLE 7 : Voies et délais de recours**

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

### **ARTICLE 8 : Publication**

Le présent arrêté sera notifié au représentant légal de la société ATELIERS ET&S.  
L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine.

### **ARTICLE 9 : Exécution**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Nanterre, monsieur le directeur de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports (DRIEAT) d'Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet



Pour le préfet et par délégation  
le secrétaire général

Pascal GAUCI

